

QUE FAIT LA POLICE ?

Observatoire des Libertés Publiques

Bulletin intérieur d'information • Mensuel • Numéro 98 • Janvier 2004

BONNE ANNÉE POLICIÈRE

La police veille. La police nous surveille. La police sera bientôt présente derrière chaque porte. Ses effectifs sont de plus en plus importants. Les hommes en uniforme bleu-marine sont toujours plus arrogants et prétendent avoir désormais tous les droits. Aucun de nos geste n'échappe à la vigilance d'une police dopée par les lois Sarkozy et Perben. Nous sommes de plus en plus fichés, politiquement et même socialement. Bientôt, nous aurons tous notre empreinte au grand fichier génétique voulu par le ministre de l'Intérieur. Bien loin de nous la tentation de faire un quelconque amalgame avec une autre période, quand la police de ce pays disposait d'un pouvoir discrétionnaire, et quasiment le droit de vie et de mort sur tous les citoyens de ce pays. Il n'empêche, la France était alors occupée par les hordes hitlériennes, et les policiers français ne rechignaient nullement à exécuter les ordres immondes émanant de la Gestapo, et accepter des missions qui les transformaient en auxiliaires des bourreaux. Les Allemand n'étaient pas seuls à occuper la France car la police, aux uniformes familiers, était tout aussi visible, suscitant les mêmes craintes, et des terreurs identiques. Fort heureusement, ce sinistre passé est révolu. Plus d'Allemands, plus de Gestapo, plus de chasse aux juifs. La démocratie quoi. Il ne reste qu'une police xénophobe, raciste et haineuse, qui s'adonne activement à la chasse aux immigrés colorés. La France est toujours occupée par des forces de l'ordre trop nombreuses, et disposant de bien trop de pouvoir Bonne année quand même. A terme, le printemps reflétera...

●
MAURICE RAJSFUS

LE PETIT MONDE DE DON SARKOZY

Attention : CRS violeurs !

Jeunes femmes sans papiers, méfiez-vous des CRS ! Cet avertissement ne doit rien au hasard. Le 10 décembre, trois policiers de la 7^{ème} compagnie républicaine de sécurité, basée à Deuil-la-Barre (95), ont été mis-en examen et écroués. Motif : viol en réunion par personnes ayant autorité. Il aura fallu plus de huit mois, après dépôt de plainte et une enquête sérieuse de l'IGS pour que les faits soient établis. Le 8 avril 2003, deux de ces CRS, en tenue et à bord d'une voiture de service, décident de faire une virée vers Paris. Sur le boulevard des Maréchaux, ils accostent une prostituée à qui ils ordonnent de les suivre au commissariat, vue sa situation irrégulière. En fait la promenade s'achève sur un parking où les deux policiers obligent la jeune femme à subir des rapports sexuels, avant de la reconduire sur son lieu de travail. Ce n'est pourtant pas terminé. En effet, de retour à la 7^{ème} compagnie, les deux CRS retrouvent un de leur collègues, se livrent à quelques libations puis retournent avec lui en direction de Paris. Toujours sur le boulevard des Maréchaux, deux prostituées, l'une Albanaise

et l'autre Lituanienne vont subir le même sort, après un simulacre de contrôle d'identité. L'un des trois salauds confiera aux enquêteurs de l'IGS : « On a fait valoir notre qualité de policiers pour négocier le prix, ou, avoir la gratuité. Mais je n'ai pas le souvenir d'avoir fait un chantage aux papiers. »

Deux de ces CRS ont finalement reconnu avoir mené ce genre d'expédition à plusieurs reprises dans le passé. Le rapport de l'IGS ne laisse d'ailleurs aucun doute sur ce genre d'agressions. "Il apparaît de manière dramatique que les faits ne sont pas isolés et exclusivement dus à une consommation d'alcool mais font partie de pratiques répandues auprès de plusieurs membres de leur section... Il n'est pas exclu de penser que d'autres faits ayant donné lieu à des enquêtes Judic : iaires, transmises en vaine recherche au parquet, puissent trouver leur explication dans les pratiques mises à jour. « Si c'est l'IGS qui le dit. » A propos qu'en pense Nicolas Sarkozy, toujours prompt à stigmatiser les jeunes des cités ? (D'après *Le Monde*, 13 décembre 2003)

Gardiens de la peur !

En juillet 2002, trois policiers du commissariat de Saint-Denis s'introduisent au domicile d'une Chinoise sans papiers, vendeuse à la sauvette. La jeune femme est giflée. Ensuite, les policiers lui dérobent 320 euros, un téléphone portable, sans oublier de casser quelques jouets. Non contents de cette action punitive, les fonctionnaires confectionnent une fausse procédure qui leur permet de

faire condamner leur victime pour outrage. Après enquête de l'IGS, les trois ripoux ont été mis en examen pour violation de domicile par personnes dépositaires de l'ordre public, vol en réunion, faux en écriture, dégradations de biens en réunion et faux témoignages. De quoi être chaudement habillé pour l'hiver. A suivre. (Source, *Libération*, 21 novembre 2003)

Au viol ! En février 2001, un brigadier de police, âgé de 40 ans, avait abusé de l'une de ses collègues, après lui avoir fait absorber, à son insu, de la GHB – ou drogue du violeur. Selon l'accusation, des traces de GHB avaient été retrouvées dans les cheveux de la victime. Révoqué depuis les faits, le policier s'évertuait à nier. Le 19 décembre 2003, les juges du tribunal correctionnel de Bobigny ont condamné le violeur à cinq ans de prison ferme. (Source, France Info, 19 décembre 2003)

LE NERF DE LA GUERRE !

Trop de nos correspondants négligent de renouveler leur adhésion à l'Observatoire des libertés publiques. Ce qui met en péril la parution de *Que fait la Police ?* Ce bulletin n'est pas subventionné, par quelque organisme que ce soit. Les sponsors ne se sont jamais fait connaître, et nous sommes oubliés par ceux-là mêmes qui dénoncent à juste titre la politique sécuritaire mais négligent de nous soutenir. Pour poursuivre notre effort d'information, nous avons donc besoin de vous seuls. Certes, cela coûte dix euros par an, mais c'est le prix de deux paquets de cigarettes. Nous sommes donc dans l'obligation de cesser le service encore adressé à ceux qui ne comprennent pas que notre action n'est pas celle de philanthropes.

Tête haute

Intervenant au congrès du syndicat des commissaires de police, à Montluçon, Nicolas Sarkozy s'est défoulé : « La réussite n'est plus un gros mot. La performance peut exister dans le service public. Grâce à leurs investissements, les fonctionnaires de police peuvent relever la tête. » (Source, *L'Est Républicain*, 6 décembre 2003)

Joyeux Noël

Le marché de Noël de Strasbourg s'est déroulé, en décembre 2003, sous haute vidéosurveillance. Dès le 28 novembre, quarante caméras tournaient en permanence dans le centre ville. De plus une cinquantaine de policiers municipaux avaient été recrutés pour la circonstance. (Source, *Les Dernières Nouvelles d'Alsace*, 28 novembre 2003)

Activisme

Un citoyen ordinaire de Seine-Maritime buvait benoîtement du whisky, en famille, à son domicile. Ce qui n'est pas un délit Sauf pour un zélé policier qui l'accusait faussement de conduire en état d'ivresse. Le 16 décembre, le tribunal correctionnel de Rouen a abandonné les poursuites. Sans doute s'agissait-il d'une action préventive... pour ne pas intervenir plus tard... (D'après *MéTRO*, 17 décembre 2003)

A la porte !

Un commissaire de police marseillais, délégué à la sécurité, a été « licencié » par décision de Nicolas Sarkozy pour « insuffisance professionnelle ». L'intéressé aurait fait preuve d'un manque d'investissement, de connaissances, de compétences, selon le rapport d'évaluation de sa hiérarchie. (Source, *L'Express*, 14 décembre 2003)

Flicage européen

En 1995, le Système d'Information Schengen (SIS) était mis en place. Depuis, un commissaire, à la tête d'une quarantaine de policiers, veille jour et nuit à la bonne marche des ordinateurs, point névralgique de la coopération policière européenne. Pour calmer les inquiets, on leur explique que « le SIS n'a jamais avancé masqué ». Anodin ? Jugez plutôt : chaque jour, le SIS, qui est implanté à Strasbourg, reçoit quelque 20.000 requêtes. En 204, la base de données contient déjà plus de 11 millions de données. Peut mieux faire, peut-être... (Source, *Le Monde*, 9 décembre 2003)

Passerelle

La police nationale et le groupe Auchan ont signé un partenariat, le 17 décembre. Au terme de cet accord, 200 adjoints de sécurité (ADS) seront intégrés chaque année dans les magasins de ce groupe alimentaire. Une certitude : nous y serons très bien surveillés ! (Source, *20 Minutes*, 18 décembre 2003)

Corsica

Si tous nos correspondants étaient aussi généreux que cet anonyme Corse qui nous envoie régulièrement des carnets de timbres, les finances de l'Observatoire des libertés publiques se porteraient nettement mieux. Merci encore à cet insulaire éclairé.

Brutes et faux-culs

Le 18 mai 1997, des CRS évacuaient brutalement des militants du DAL qui occupaient un immeuble vide du Crédit lyonnais, à Paris. Pour justifier de leur intervention musclée, ces policiers affirmaient faussement que les militants du DAL les avaient chargés avec la hampe d'un drapeau, dans le but de les poursuivre et les faire condamner pour « rébellion en réunion avec arme ». Manque de chance, des journalistes de deux chaînes de télévision avaient filmé la scène. Suite à plainte portée contre eux, ces po-

liciers avaient été condamnés, en première instance, le 27 mai 2001, pour faux témoignage, à des peines de 10 à 15 mois de prison avec sursis. Bien entendu, ces brutes avaient fait appel de ce jugement. Le 10 décembre, la cour d'appel de Paris a confirmé la condamnation initiale, en assortissant les peines de privation des droits civiques et civils pour trois ans. Et si l'on s'intéressait très finement à la hiérarchie qui a couvert et la bavure et les faux témoignages... A suivre (Source, *Libération*, 11 décembre 2003)

Noire police

« Il y a une certaine gangrène dans la police marseillaise ! » C'est le constat du substitut du procureur de la République, lors du procès d'une équipe de ripoux, le 13 novembre 2003. Au cours du procès d'un policier véreux, il a été possible d'apprendre que cet honnête fonctionnaire jouait les recruteurs pour une société de gardiennage qui ne déclarait pas ses salariés. En clair, une entre-

prise de travail au noir – comme c'est souvent le cas. Dans cette affaire, ce sont dix policiers qui ont été mis en cause : cinq gardiens de la paix et cinq adjoints de sécurité. Seul, face aux juges, le ripoux en chef a écopé de un an de prison, dont six mois fermes, les autres ne faisant l'objet de sanctions administratives. (Source, *L'Hebdo-Marseille*, 15 novembre 2003)

Charité policière

Le 6 décembre, dans l'après-midi, environ cinq mille chômeurs défilent dans Paris. Vers 17 heures, alors que les CRS bloquent les artères conduisant à l'hôtel Matignon, quelques deux cents militants bifurquent vers les grands magasins du Bon Marché, et y réclament des provisions, tout en s'appêtant à bloquer les caisses de sortie. Pour rétablir le calme, la direction accepte d'offrir vingt chariots de produits alimentaires aux chômeurs, mais les policiers ne l'entendent pas ainsi, et jettent tout le monde dehors - y compris des clients - à grand renfort de gaz lacrymogènes. Il est vrai qu'il n'y a pas de chômeurs chez les policiers, qui ne peuvent comprendre ce que signifie le mot précarité. (Source, *Libération*, 8 décembre 2003)

Sarko, juge et partie

Nicolas Sarkozy s'était mis en tête de s'inviter à l'École de la magistrature, à Bordeaux. C'est fait depuis le 12 décembre. A cette occasion, l'Union syndicale des magistrats (modérés) a rappelé que, « La tradition républicaine est une séparation nette des sphères juridiques et policières. « A la veille de cette visite, il avait été recommandé aux élèves de l'école de ne pas s'adresser à Nicolas Sarkozy, sur le mode ironique, en lui disant « Monsieur le ministre de la Justice. » Pour bien donner du sens à cette visite, les CRS avaient été dépêchés en nombre contre une centaine de manifestants. (Source, *Libération*, 10 et 13 décembre 2003)

Emprunteur

Un gardien de la paix parisien, âgé de 40 ans, a été condamné à dix-huit mois de suspension de permis de conduire le 21 novembre. Ce fonctionnaire avait simplement volé un véhicule, à la préfecture de police de Paris, dans la nuit du 7 au 8 août 2003, pour répondre à l'appel d'une amie d'Angers. Dans l'urgence, a-t-il expliqué, il avait donc « em-

prunté » ce véhicule. Compassionnels, les juges d'Angers ont donc évité de condamner ce policier à la moindre peine de prison, même avec sursis. Essayer donc de faire un tel « emprunt » - surtout si vous êtes coloré et les juges de la République ne manqueront pas de vous le faire regretter. (D'après *La Nouvelle République*, 22 novembre 2003)

Pourquoi cette haine ? Dans la nuit du 22 au 23 novembre, dans la cité des Tarterets, Corbeil (91), des policiers, répartis dans trois véhicules, tentaient d'intercepter le pilote d'une moto. De façon inattendue, une trentaine de jeunes attaquaient les policiers qui, malgré leurs flashballs n'étaient pas en mesure d'interpeller leurs assaillants, lesquels les criblaient de pierres, et ce malgré l'arrivée de renforts. (Source, *Libération*, 24 novembre 2003)

Sarkozy chahuté. Le 21 novembre, Nicolas Sarkozy s'était hasardé à « visiter » le quartier du Val-Fouré, à Mantes-la-Jolie. Mal lui en a pris. C'était jour de marché et, au cours d'une tentative de bain de foule, le ministre a été apostrophé et sifflé par un groupe compact de jeunes que les policiers tentaient de maintenir à distance. Il est bien certain que la cote de popularité du Premier flic de France n'est pas à la hausse dans les quartiers dits « sensibles. » (Source, *France-Soir*, 22 novembre 2003)

Policiers fachos en embuscade

Il n'est pas trop tard pour revenir sur les résultats des élections aux commissions paritaires de la police nationale, qui se sont déroulées les 17 et 18 novembre. Si les bons esprits se rassurent avec la progression des syndicats traditionnellement peu hostiles à la politique répressive du pouvoir, il convient de noter que le syndicat d'extrême-droite FPIP (Fédération professionnelle indépendante de la police) ne rassemble guère que

6% des suffrages sur le plan national, il n'en va pas de même en province, et particulièrement dans l'Est de la France. Ainsi, dans les Vosges, la FPIP recueille plus de 23% des voix. Dans certaines unités de CRS, le score est encore plus important. Quant au comportement sur le terrain, il est difficile de distinguer les uns des autres. Ce qui n'est plus à démontrer. (D'après *La Liberté de l'Est*, 22 novembre 2003)

Fichiers pratiques

Il semblerait bien que le ministère de l'Intérieur utilise les fichiers de La Poste. Un maire de l'Essonne s'est ouvert de ce scandale à Nicolas Sarkozy lui-même. De façon ambiguë, le ministre a répondu que "ses services ont loué à la Poste les fichiers des nouveaux voisins" ? Opération autorisée par la CNIL. La Poste serait-elle devenue une annexe du ministère de la police -tout en touchant de l'argent pour ce service ? Il n'est pas exclu que cette recherche des "nouveaux voisins" permette de contrôler les déplacements et déménagements des personnes. Comment ne pas s'inquiéter de cette nouvelle intrusion de la police dans la vie des citoyens ? (D'après, *France-Soir*, 14 novembre 2003)

Soudards en uniforme

Le 2 décembre, cinq agents de la SNCF (sans doute des membres de la police ferroviaire, mais la dépêche AFP reste pudique sur ce point) ont tenté de procéder, en toute illégalité à l'expulsion de familles Roms, qui s'étaient installées dans un bâtiment désaffecté de la Sncf, à Saint-Denis (93). Ces hommes, en véritables soudards, se sont introduits dans les locaux en cassant la porte, avant de

dégrader les effets personnels des squatters. Ces brutes ont quand même été relevées de leur fonction en attendant la conclusion de l'enquête. S'il ne s'agissait pas de policiers de la Sncf mais de simples agents de l'entreprise, ce serait encore plus grave, comme un témoignage de la triste évolution de notre société policières. (D'après *Libération*, 4 décembre 2003)

Paroles sans musique...

Le 30 Juin 2003, l'ors d'une manifestation, à Montbelliard, une militante de la CGT lance des slogans à l'aide d'un mégaphone. Le son heurte désagréablement les tympans des douzes policiers présents sur le terrain, lesquels s'empressent de porter plainte pour « vio]ences volontaires aggravées », délit passible de sept ans de prison et 100 000 euros d'amende. Mais le dossier est vide. Le 4 décembre, la militante de la CGT a été condamnée à cinquante heures de travail d'intérêt général. Refus de la militante d'exécuter cette sentence, faute de quoi, dit-elles n'importe qui pourra être condamné pour avoir porté un mégaphone pendant une manifestation... En effet ! (Source, *Libération*, 4 et 5 décembre 2003)

Allez les Stroumpfs !

Le syndicat des commissaires et hauts fonctionnaires de la police nationale (SCHFPN), plus connu sous le gentils sobriquet de stroumpf, a tenu son 32 ème congrès les 3, 4 et 5 décembre à Monluçon. Grande innovation : lors de la séance d'ouverture, le ministre de la Justice, Dominique Perben, était présent. Sans doute pour prendre acte que la Justice est de plus en plus sous la coupe de la police, et non plus l'inverse. Au cours de ce congrès, les premiers grains de sable se sont infiltrée dans la machine pourtant bien huilée par Nicolas Sarkozy : les commissaires de police commencent à s'inquiéter de cette « culture du résultat » que le ministre de l'Intérieur veut imposer à la police. (Source, *Le Monde*, 6 décembre 2003)

Pépètes policières

On en apprend tous les jours. Le montant de la contribution de l'Etat au fonctionnement des syndicats de police est loin d'être négligeable : 1,5 millions d'euros annuellement. Ce qui explique sans doute la multiplication d'organisations syndicales lors des élections professionnelles de la police : une quinzaine lors de la consultation qui s'est déroulée à la fin du mois de novembre 2003. A raison de 15 euros par voix, il y a effectivement effet d'aubaine et les bons apôtres ne peuvent négliger cette manne. Question : est-ce que les syndicats ouvriers sont tout aussi choyés par le pouvoir ? (D'après *Le Figaro*, 22 novembre 2003)

Renforts

150 policiers, constitués en compagnie de sécurité sont arrivés en renfort à Paris. Tous volontaires, et issus des commissariats centraux, ces hommes et ces femmes ont suivi une formation adaptée aux situations à risque. Détail intéressant, pour les Fêtes de fin d'année, ces policiers ont été équipés de fusils à pompe pour leurs interventions dans les quartiers de l'Opéra et de La Madeleine. (Source, *Métro*, 9 décembre 2003)

Rigolot

Un député européen, membre du PS, a fait une suggestion intéressante. Comme nous avons une journée sans voiture, il serait bien venu de créer une « Journée sans Sarkozy. » Pourquoi ? Pour soulager les Français de la présence quotidienne du petit Nicolas dans les médias. « Une pause ferait du bien » a souligné le parlementaire... (Source, *La Liberté de l'Est*, 30 novembre 2003)

Tête haute

Intervenant au congrès du syndicat des commissaires de police, à Montluçon, Nicolas Sarkozy s'est défoulé : « La réussite n'est plus un gros mot. La performance peut exister dans le service public. Grâce à leurs investissements, les fonctionnaires de police peuvent relever la tête. » (Source, *L'Est Républicain*, 6 décembre 2003)

Tous fichés !

Le fichage des empreintes digitales de tous les Français est à l'ordre du jour. Il s'agit de satisfaire aux nécessités de la future « administration électronique ». Ce projet fait actuellement l'objet de discussions entre le ministère de l'Intérieur et la Commission nationale informatique et libertés. A mon commandement : tous les mains dans l'encre ! (D'après *Le Monde*, 18 décembre 2003)

Fumette

Deux adjoints de sécurité (ADS) du commissariat de Metz, s'adonnaient à l'herbe qui fait rigoler. Ils ont été placés en garde à vue par leur collègues. (Source, *Libération*, 29 novembre 2003)

Flingues

Le 1er décembre 2003, la police municipale de Montpellier a été dotée d'armes de poing. Réaction de la section CGT des polices municipales : « ces fonctionnaires ne sont pas assez formés » à cette fin. Réponse de la mairie : ces policiers ont reçu « l'agrément d'un psychiatre et une formation au tir. » Attendons la bavure... (Source, *Libération*, 2 décembre 2003)

Pour les orphelins...

Un de nos correspondants de Seine-Maritime, très en colère, nous écrit pour nous communiquer le courrier qu'il a adressé à la fin du mois de novembre 2003 aux responsables de l'orphelinat mutualiste de la police nationale. Nous avons retenu quelques extraits de cette longue missive :

« Pour la quatrième année consécutive, et malgré mes nombreux courriers, ainsi que vos promesses, vous continuez à me demander de l'argent pour les orphelinats de la police. Je refuse de vous verser l'argent, je préfère donner mon argent aux Resto du Coeur, à l'Observatoire des libertés publiques, ain-

si qu'à l'Observatoire international des prisons, comme je le fais tous les ans... ». Quand, la police et ses services se décideront-ils à respecter les lois ? (...) Par ailleurs, comment oublier ces policiers indélicats (le mot est faible) qui escroquaient les donateurs en prélevant une large dîme sur les dons reçus. Je vous somme, une dernière fois (la quatrième et dernière) de respecter la loi Informatique et liberté du 6 janvier 1978 et de me rayer de votre liste. Dans le cas contraire, je me verrais contraint de saisir la Justice au travers de mon avocat pour ce harcèlement insupportable depuis quatre ans... (Courrier reçu le 25 novembre 2003)

Paroles et musique

Alors que Nicolas Sarkozy poursuit de sa hargne le groupe de rap Sniper, sur incitation d'un groupuscule d'extrême droite, pour des paroles qui n'ont rien de raciste ni d'antisémite, la libre parole est mise en question. Qu'osent chanter ces garçons des banlieues ?

*Pour mission
exterminer les ministres et les fachos
car de nos jours*

*sert à rien d'gueuler, d'parler à des murs
A croire que l'seul moyen de s'faire entendre
est de bruler des voitures.*

Qu'aurait dit notre ministre de l'Intérieur s'il avait pu lire ce texte de Charles d'Avray (1878-1960), qui n'a jamais fait l'objet de la moindre plainte :

*J'ai vu se briser les aciers
J'ai vu bruler les préfectures
J'ai vu crever les policiers
Et sombrer les magistratures*

*J'ai vu les parlements sauter
Disparaître la galonnaille
J'ai vu le mot humanité
Remplacer celui de canaille...*

Comment Nicolas Sarkozy aurait-il réagi à la lecture du poème d'un Louis Aragon de la haute époque, « Réponse aux Jacobins », après les événements sanglants de février 1934 :

*Les voyez-vous les flics, les bourres,
les gardes mobiles
Et les fils à papa qui ont longuement appris
A jouer de la matraque et du revolver
En pensant aux grévistes
Les voyez-vous dans les faubourgs
Les voyez-vous dans la cours des usines*

*Sur les ponts, aux noeuds stratégiques de Paris,
Aux bouches de colère du métro, partout
Les hommes à nerf de boeuf du capital
Qui veillent à ce qu'il n'y ait
Ni scandale ni révolte
Dans le bordel où le prolétariat
Doit se vendre comme une putain...*

Imaginons les sueurs froide du Premier flic de France, si de telles imprécations étaient publiées de nos Jours. (Textes cités dans *L'Humanité Hebdo*, 22 novembre 2003)

J'adhère à l'Observatoire des libertés publiques en tant que membre actif

NOM

PRÉNOM

ADRESSE

.....

.....

Je joins un chèque de 10 Euros (minimum)
à l'ordre de l'Observatoire des libertés publiques
comprenant le service de *Que fait la Police ?*
7 / 9, Passage Dagorno, 75020 Paris



Toujours Roissy

Le comité de prévention contre la torture, dépendant du Conseil de l'Europe, continue à relever les carences dans les zones d'attente où sont retenus les étrangers sans papiers. Les mauvaises manières des policiers de la PAF, lors du contrôle des passeports, sont toujours à l'honneur : gifles, coups de pieds, coups de poing, matraquage, menottes trop serrées, menaces, insultes, etc. Il paraît que le ministère de l'Intérieur va remédier à ces comportements. (Source, *Le Monde*, 17 décembre 2003)

Avec retard

Il faut le temps de la réflexion pour sanctionner les policiers auteurs de bavures mortelles. Le 18 janvier 2003, un Ethiopien âgé de 24 ans, était malmené à son arrivée, illégale, à Roissy, au point de mourir d'un « malaise cardiaque. » Suspendus de leur fonction, le 22 janvier, ces brutes ont été mises en examen, pour « homicide involontaire », dans les derniers jours de novembre. Il aura fallu attendre quinze jours pour en être informés. A suivre. (Source, *Libération*, 12 décembre 2003)

Feu à volonté

Dans le quartier Sainte-Marthe de Marseille (14^e arrondissement), il convient de raser les murs. Dans la nuit du 14 au 15 novembre, trois garçons d'une vingtaine d'années, circulant à bord d'une camionnette, refusent de se laisser contrôler par une patrouille de police. Une course-poursuite s'engage et les policiers tirent à cinq reprises sur le véhicule... Ce qui n'empêche pas un policier de déclarer tranquillement : « De plus en plus, surtout la nuit, on doit vraiment être sur nos gardes, car chaque contrôle peut mal tourner... » (Source, *La Provence*, 16 novembre 2003)

Balance (1)

Le commissaire divisionnaire de Douai aimerait pouvoir compter sur des « citoyens relais » pour seconder ses policiers, et rêve de disposer ainsi de partenaires bénévoles. Ce commissaire a même fait rédiger et distribuer un tract sur quatre pages pour sensibiliser les habitants en « retissant du lien social. » Ce projet n'a semble-t-il pas rencontré le large consensus attendu et nombreux sont les jeunes, particulièrement, qui associent cette initiative à de la délation pure et simple. Vieille maladie française. (Source, *Le Monde*, 25 novembre 2003)

Balance (2)

Le Conseil Général de Savoie prétend transformer les éducateurs de rues en informateurs de police. Une convention a déjà été signée dans ce sens, régissant les relations des éducateurs avec les services de police et de gendarmerie. Refusant de se voir transformés en balances, une vingtaine d'éducateurs se sont mis en grève contre cette convention. Des lors, ils sont menacés de se retrouver eux-mêmes à la rue. (Source, *Libération*, 22 novembre 2003)